

Économie de la connaissance

La compétitivité par l'éducation et la formation

Les batailles de demain se gagnent aujourd'hui dans l'éducation. » C'est à travers ce synthétique propos que Nadji Safir, sociologue à l'université d'Alger, a résumé la nécessité de créer les conditions stimulatrices de l'émergence d'une économie de la connaissance à partir de l'investissement dans les systèmes éducatif et formatif.

L'économie de la connaissance aidant au rehaussement de la productivité des entreprises prend toute sa signification dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. Au regard de l'universitaire qui intervenait au débat initié par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE), l'« éducation et la formation » sont au fondement même de l'économie de la connaissance. L'Algérie n'échappe pas à la règle. De plus en plus prononcée depuis deux décennies, la connaissance a pris place en tant que facteur de production au même titre que le travail et le capital, définit Nadji Safir, qui donne, au-delà de l'économique, une dimension « sociétale » à la connaissance. Il en veut, pour démonstration, l'apparition du concept de « sociétés de la connaissance ». Un générique qui fait référence à l'« ensemble des activités sociales ». Au cœur de ce système, l'éducation et la formation remplissent un rôle déterminant. Et la question du système éducatif n'est pas restreinte à la seule « technicité ». De l'avis de l'invité du Care, « il ne s'agit pas seulement de réunir des inspecteurs de l'éducation qui décideront d'une augmentation du volume horaire d'une matière pour conclure à l'émergence d'une économie de la connaissance ». Il s'agit de mener, poursuit-il, une réflexion sur les mécanismes de transmission des valeurs inspirés de l'héritage civilisationnel pour s'inscrire dans la modernité et l'universalité. Ce chercheur plaide pour « une approche globale du système d'éducation et de formation ».

Créativité, rationalité et universalité

Un travail qui requiert un caractère « urgent » sous peine de se laisser dominer par les puissances économiques de l'heure. Ceci, d'autant plus que les différentes études prospectives sur l'évolution de l'économie mondiale relèguent le monde arabe à la queue de peloton. « Quelles que puissent être les sources consultées, tout se passe comme si, aux perspectives d'évolution à long terme de l'économie mondiale, le monde arabe était perçu comme un acteur à double visage : d'une part, totalement insignifiant comme acteur au plan économique... au plan politique et sécuritaire comme une zone potentielle d'instabilité et de menace vers le reste du monde », soutient ce chercheur. Démentir cette perspective passerait par l'adoption de trois logiques fondamentales indissociables, interdépendantes et interactives, selon Nadji Safir. Ce triptyque se résume en créativité/rationalité/universalité. La créativité doit mener le monde arabo-musulman à émerger en tant qu'espace de production originale, matérielle et immatérielle. Cependant, le conférencier ne manque pas de se contredire. Si lors d'une récente contribution celui-ci conditionnait la logique de créativité par « la liberté de conviction et d'expression pour tous les acteurs potentiels », hier lors du débat, il a souligné qu'« il n'avait pas de lien établi entre la démocratie et le développement ». Pourtant, il reconnaîtra que la créativité dans l'état actuel des choses est « brimée » par l'effet d'une « lecture réductrice, restrictive de la civilisation arabo-musulmane ». De la libération de la créativité dès le jeune âge de la personne, poursuit-il, dépendra la nature de la rationalité qu'il se construirait et partant son aptitude à accepter et intégrer l'universalité. L'entreprise a, dans ce processus, un grand rôle à jouer. Par ces investissements dans la formation, notamment continue et de perfectionnement, elle contribue à l'ancrage de l'économie de la connaissance. Cependant, l'acteur principal demeurera l'Etat. La

politique d'éducation et de formation est du ressort du secteur public. « Toutes les nations qui ont réussi, à l'exemple du Japon, de la Corée du Sud... ont assuré l'égalité devant l'éducation en assurant la gratuité de l'accès », a affirmé Nadji Safir qui conclura : « La solution dépendra de l'organisation de chaque pays. »

Par M. Zentar